

POUR UNE RELANCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES ATTENTES FORTES

Depuis 2014, la France s'est engagée dans une politique de l'offre pour améliorer la compétitivité-coût des entreprises. Cela s'est notamment traduit par : le CICE, transformé en allègement de cotisations sociales pérennes pour un montant de l'ordre de 20 milliards annuels, une trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % pour un montant global de 11 milliards d'euros sur le quinquennat, la baisse de 10 milliards d'euros par an des impôts de production prévue dans le plan de relance – la seule mesure pérenne d'un plan bâti pour deux ans.

La CFDT ne conteste pas le principe d'améliorer la compétitivité des entreprises ni d'apporter un soutien à leur activité, en particulier pour surmonter la crise qui s'amorce, dont les effets peuvent être délétères du point de vue social et démocratique. Mais cela ne peut pas se résumer à une seule logique de coût : la compétitivité hors coût est aujourd'hui plus déterminante que jamais. C'est pourquoi la CFDT demande que les aides publiques accordées aux entreprises soient mises au service de la transformation écologique et sociale de notre économie.

(suite dans DOCUMENTS)



POUR UNE RELANCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES ATTENTES FORTES

Depuis 2014, la France s'est engagée dans une politique de l'offre pour améliorer la compétitivité-croût des entreprises. Celle-ci est notamment traduite par :

- le CICE, transformé en allègement de cotisations sociales pérenne pour un montant de l'ordre de 20 milliards annuels,
- une trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés de 25,8% à 25% pour un montant global de 7 milliards d'euros sur le quinquennat,
- la baisse de 10 milliards d'euros par an des impôts de production privés dans le plan de relance - la seule mesure pérenne d'un plan 100% pour deux ans.

La Cfdt ne conteste pas le principe d'améliorer la compétitivité des entreprises ni d'apporter un soutien à leur activité, en particulier pour soutenir les très-petites entreprises, dont les effets peuvent être délégués du point de vue social et démocratique. Mais cela ne peut pas se résumer à une seule logique de coût. Le compétitivité-croût est acquiescée plus d'ailleurs que jamais. C'est pourquoi la Cfdt demande que les aides publiques accordées aux entreprises soient mises au service de la transformation écologique et sociale de notre économie.

Cette préoccupation d'un bon usage des deniers publics n'est pas propre à la Cfdt : la bilan-riance du CICE (voir l'encadré en fin de document) et l'insécurité d'entreprises qui diluait la chronique suscitent une attente forte de la part des citoyens, mais aussi des investisseurs plus vigilants aux risques climatiques et de montée des inégalités.

UN PLAN DE RELANCE CALIBRÉ

La majorité des mesures prévues par le plan France Relance est déjà conditionnée par leur nature même : soit par un accord collectif (APL), soit par la nécessité d'embaucher (jeune, apprenti, travailleur handicapé), soit par un investissement en faveur de la transition écologique, numérique ou technologique ou du développement d'emplois accordés dans les territoires.

Certains dispositifs (seppas d'offres, programmes d'investissement d'avenir, marchés publics) devraient néanmoins faire l'objet de critères sociaux et environnementaux d'allocation supplémentaires, permettant un effet d'entraînement sur l'ensemble d'une filière et d'une chaîne de valeur (sous-traitants et fournisseurs).

UNE BAISSÉ D'IMPÔTS SANS CONTREPARTIE

Seule mesure sans conditionnalité et contrepartie, la baisse des impôts de production (20 milliards sur deux ans). Le pays est donc en droit de demander des contreparties à ces marges de manœuvre données aux entreprises, et en particulier à celles qui ne sont pas dans le tourmente de la crise sanitaire.

Documents

POUR UNE RELANCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE